



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE  
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES2007

Pays : Islande

Correspondant national

Nom Prénom : **GUNNSTEINSSON Skúli**

Profession : **legal advisor**

Organisation : **Ministry of Justice and Ecclesiastical Affairs**

E-mail : **skuli.gunnsteinsson@dkm.stjr.is**

N° Téléphone : **00 354 545 9031**

## 1. Données démographiques et économiques

### 1. 1. Généralités

#### 1. 1. 1. Habitants et informations économiques

##### 1) Nombre d'habitants

299899

##### 2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat/le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	3580000000
Niveau territorial / entités	0

##### 3) PIB par habitants (en €)

39951

##### 4) Salaire moyen brut annuel (en €)

41648

##### 5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2007

94,61

#### Veillez indiquer les sources des questions 1 à 4

- 1)The Statistical Yearbook of Iceland 2007
- 2)The Central Bank of Iceland
- 3)The Central Bank of Iceland
- 4)Statistics Iceland.

### 1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

#### 1. 2. 2. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

##### 6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

12300000

##### 7) Veuillez préciser

##### 8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés:

Budget public annuel alloué aux salaires  Oui

(bruts)

- Budget public annuel alloué aux nouvelles technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)  Oui
- Budget public annuel alloué aux frais de justice  Oui
- Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)  Oui
- Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)  Oui
- Budget public annuel alloué à la formation  Oui
- Autres (Veuillez préciser)  Oui

**9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?**

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années)

Increase in accordance with inflation 3,5% a year

**10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :**

- en matière pénale ?
- en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

**11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)**

671176

**12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)**

24400000

**13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)**

1500000

**14) Si possible, veuillez préciser**

	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	N/A	N/A

**15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?**

- Oui  
 Non

**16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)**

4200000

**17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?**

- Oui  
 Non

**18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :**

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre ministère	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Parlement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Cour Suprême	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil Supérieur de la Magistrature	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Organisme d'inspection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (suite de la question 18):**

National Auditor Office

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**
- **si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires**

8)Not split into items.

16)Estimated

**Veillez indiquer les sources pour les questions 6, 7, 13 et 16**

6)State Budget 2006.

7)State Budget 2006.

13)State Budget 2006.

16)State Budget 2006.

## 2. Accès à la justice

### 2. 1. Aide judiciaire

#### 2. 1. 1. Principes

#### 20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil juridique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

#### 21) Si autres, veuillez préciser (suite de la question 20) :

#### 22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser:

#### 23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

#### 24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local:

	Nombre
Total	
En matière pénale	
En matière autre que pénale	

**25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?**

- Oui  
 Non

**26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :**

	Non	Oui	Total
en matière pénale ?	No		
en matière autre que pénale ?		Yes	N/A

**27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?**

- Oui  
 Non

**28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser est-elle prise par :**

- le tribunal ?  
 une instance extérieure au tribunal ?  
 une instance mixte tribunal/organe externe ?

**29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?**

- Oui  
 Non

Veillez préciser :

Various insurance companies sell these types of insurances.

**30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :**



	oui	non
en matière pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
en matière autre que pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

**- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**

**- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

Explanation for question no.25: According to the Code of Criminal Procedure the state pays the cost of an appointed defence lawyer if the accused is acquitted. In case of conviction the convicted has to bare the legal cost, however accordin to Supreme Court judgement no. 248/2005, that stated that the Icelnadic government was obliged, in accordance with the interpretation of the Euopean Court of Human Rights of paragraph 3 in article 6 of the Human Rights Convention, to esure that their citizens are able to proof their inability to pay the cost of appointes defence lawyers at the time of retrieval of that cost.

**Veillez indiquer les sources pour les questions 24 et 26**

For question no 26: Code of Civil Procedure no. 91/1991, chapter no. 20 is on legal aid, and Regulation on the procedure of the legal aid committee no 69/2000.

## 2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

### 2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

**31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement (Veillez précisez les adresses Internet) :**

aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	<a href="http://www.althingi.is">www.althingi.is</a> , <a href="http://www.stjornarrad.is">www.stjornarrad.is</a>
à la jurisprudence des hautes juridictions ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	<a href="http://www.haestirettur.is">www.haestirettur.is</a>
à d'autres documents (par exemple formulaires) ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	<a href="http://www.domstolar.is">www.domstolar.is</a> , <a href="http://www.logbirtingabladid.is">www.logbirtingabladid.is</a> , <a href="http://www.stjornartidindi.is">www.stjornartidindi.is</a>

**32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?**

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

**33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser:

A information brochure on victims right has been distributed to all police commissioners and a victim has the right to an appointed advocate cf. para. 34 of the Code of Criminal Procedure. There is also an emergency reception set up especially for rape victims at the University Hospital.

**34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :**

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Victimes du terrorisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfants/Témoins/Victimes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Victimes de violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Minorités ethniques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délinquants mineurs	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?**

- Oui  
 Non

**36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en**

- un dispositif public ?  
 une décision du tribunal ?  
 un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

Compensation for victims of violence according to the general Penal Code no. 19/1940, with subsequent amendments.

**37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?**

- Oui  
 Non

si oui, veuillez préciser :

**38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Articles of the Code of Criminal Procedure:

Art. 44a. Instruction and announcement duties by the Police to victim of crime.

Art. 44b. nomination of lawyer for victims of crime, it is obliged if the victim is under 18.

Art. 170-171 Instruction duties to victims of crime because of compensation.

Art. 153. announcement duties to victims of crime because of appeal to the Supreme Court.

**39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

Under the Administrative Procedure Act, the prosecutor is obliged to cite reasons for a decision to drop a case if requested to do so by parties concerned. Appeals may be lodged with the Director of Public Prosecutions against decisions of this type taken by prosecutors. The DPP may either set the decision aside or uphold it. No appeal against prosecutors' decisions to issue indictments may be lodged with the DPP. The general

principle in Icelandic Law is that victims do not influence the decision on whether or not indictments are issued in criminal cases. In some cases, prosecutors are not able to institute criminal proceedings unless the victim demands that punishment be imposed: These categories include burglary, minor damage to property and defamation.

## 2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

### 40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- durée excessive de la procédure ?
- non exécution des décisions de justice?
- arrestation injustifiée ?
- condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

According to article 176 and article 177 in the Code of Criminal Procedure no 19 from 1991 a court can decide that person will be compensated for wrongful arrest and for wrongful condemnation. Daily tariffs are not defined in the Code.

### 41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- Enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- Enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- Enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc :

<http://www.capacent.is/?PageID=762&NewsID=723>

**42) Si possible, veuillez préciser :**

	Oui (Enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enquêtes au niveau des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte sur la performance (par exemple la durée des procédures) ou sur le fonctionnement du système judiciaire (par exemple le traitement d'une affaire par un juge)?**

- Oui  
 Non

**44) Si oui, veuillez préciser :**

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Instance supérieure	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil supérieur de la magistrature	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

**Pouvez-vous donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?**

### 3. Organisation des tribunaux

#### 3. 1. Fonctionnement

##### 3. 1. 1. Tribunaux

#### 45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau)

	Nombre total
Tribunaux: de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	8
Tribunaux: spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	2
Tous les tribunaux (implantations géographiques)	9

#### 46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés)

Specialised first instance courts: Labour court and Land Court, cf. art. 9., Act on the Judiciary no 15/1998. Act on Land court no. 3/1963. The Land court is a specialised court that has the role of handling cases brought against Ministers from the Law making body, Althingi. this court has never been brought together.

The role of the Labour court is defined in article 44 of the Act on Trade Unions and Industrial disputes no. 80/1938, and reads as follows:

"The function of the Labour Court is as follows:

1. to pass judgement in cases arising on account of charges concerning violation of the present Act and loss sustained due to unlawful stoppage of work.
  - 2 to pass judgements in cases arising on account of charges concerning violation of a work agreement or due to disagreement relating to the interpretation of a work agreement or its validity.
  - 3 to pass judgement in other cases between workers and employers which the parties concerned have agreed to refer to the Court, provided that at the least 3 of the judges be agreed upon such procedure.
- Trade unions, associations of masters and manufactures and individual employers are authorized to seek a decision by the Labour Courts as to whether an activity come under section I and II of the Act respecting craft and trade as well as to which authorized branch of trade it cover.

#### 47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

**48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant :**

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance	8
un licenciement	8
un vol avec violence	8

**Veillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):**

**Veillez indiquer les sources pour la question 45**

Act on the Judiciary no 15, 25 March 1998

[3. 1. 2. Juges, personnels tribunaux](#)

**49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)**

47

**50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:**

	Nombre
donnée brute	N/A
si possible, donnée en équivalent temps plein	1 months job

**51) Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):****52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):**

N/A

**53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?**

- Oui  
 Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

**54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?**

**55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)**

60

**56) Si possible, pouvez-vous distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes:**

personnels non juge (Rechtspfleger), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	10
personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	32
personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	18
personnels techniques	<input type="checkbox"/> Oui	

**Veuillez indiquer les sources pour les questions 49, 50, 52, 53 et 55**

No.49 Act on Judiciary no. 15, 25. March 1998

No.50 Supreme Court of Iceland.

No.52,55 The Supreme Court of Iceland and the Administratvie Council of District Courts.

No.53 Ministry of Justice

### 3. 1. 3. Procureurs

**57) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)**

6

**58) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?**

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

16 Police Commissioners hold prosecution power



**59) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)**

57

**Veillez indiquer les sources pour les questions 57 et 59**

No. 57 Ministry of justice

### 3. 1. 4. Budget et Nouvelles technologies

**60) Qui est responsable du budget du tribunal ?**

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Président du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Directeur administratif du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Greffier en chef	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**61) Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

**62) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?**

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	- 10 % des tribunaux
Traitement de texte	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Base de données électronique pour la jurisprudence	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dossiers électroniques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
E-mail	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connexion internet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**63) Pour l'administration et la gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?**

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information sur la gestion du tribunal	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information financière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**64) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?**

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Site internet spécifique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres moyens de communication électronique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**65) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire? (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent)**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution :

The Administrative Council of District Courts and the Supreme Court.

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

**Veuillez indiquer les sources pour les questions 62, 63 et 64**

the Supreme Court of Iceland and the Administrative Council of district Courts.

### 3. 2. Suivi et évaluation

#### 3. 2. 1. Suivi et évaluation

**66) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?**

- Oui

Non

**67) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:**

- le nombre de nouvelles affaires ?  
 le nombre de décisions rendues ?  
 le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?  
 la durée des procédures (délais)?  
 autre?

Veillez préciser:

The Supreme Court and the Administrative Council of District Courts in collaborator with the Ministry of Justice review this yearly.

**68) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?**

- Oui  
 Non

Veillez préciser

The exeption are the larger district courts, where the unfinished case load of each individual judge is reviewed regularly, and a report demanded if necessary.

**69) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance?**

- Oui  
 Non

**70) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice.**

- Nouvelles affaires

- Durée des procédures (délais)
- Affaires terminées
- Affaires pendantes et stocks d'affaires
- Productivité des juges et des personnels des tribunaux
- Pourcentage d'affaires traitées par un juge unique
- Exécution des décisions pénales
- Satisfaction du personnel des tribunaux
- Satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- Qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
- Coûts des procédures judiciaires
- Autre

Veillez préciser:

**71) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge?**

- Oui
- Non

**72) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux ?**

- Oui
- Non

**73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:**

- pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
- pouvoir législatif
- pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature)
- autre

Veillez préciser

**74) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :**

Length of proceedings and amount of case closed.

**75) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performances des tribunaux :**

le Conseil supérieur de la Magistrature

le Ministère de la Justice

un organe d'inspection

la Cour Suprême

un organe d'audit extérieur

autre?

Autre, veuillez préciser :

**76) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?**

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

**77) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?**

Oui

Non

**78) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les affaires non traitées dans un délai raisonnable :**

- en matière civile ?
- en matière pénale ?
- en matière administrative ?

**79) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?**

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

**80) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?**

- Oui
- Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation) :

the Administrative Council of District Courts monitor it yearly. The Supreme Court the answer is no.

**81) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public ?**

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

The General Prosecutor monitors the performance of the prosecution services. The Ministry of Justice, in addition to this, performs an inspection of various police commissioners after demand.

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux

**Veillez indiquer les sources pour les questions 70, 71, 72 et 76**

The Administrative Council of District Courts and the Supreme Court

## 4. Procès équitable

### 4. 1. Principes

#### 4. 1. 1. Principes généraux

**82) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience? (jugements par défaut)**

10

**83) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?**

- Oui  
 Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année) :

**84) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence :**

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	N/A	N/A	N/A	N/A
Procédures civiles - Article 6§1 (non exécution)	N/A	N/A	N/A	N/A
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	N/A	N/A	N/A	N/A

**Veuillez indiquer les sources pour les questions 82 et 84**

The Administrative Council of District Courts

### 4. 2. Durée des procédures

#### 4. 2. 1. Généralités

**85) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :**

- en matière civile ?  
 en matière pénale ?  
 en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser :

According to chapter 19 of the Code of Civil Procedure no. 91/1991 it is allowed, in special occasions, to speed up the procedure of civil and administrative cases.



**86) Existe-t-il des procédures simplifiées :**

- en matière civile (petits litiges) ?
- en matière pénale (petites infractions) ?
- en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

**87) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?**

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Courts and lawyers have the possibility to conclude agreements on modalities for processing cases to some extent. The exception is when timeframes are bound by law. Supreme Court judges decide dates of hearings.

## 4. 2. 2. Affaires pénales, civiles et administratives

**88) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)**

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total				

d'affaires civiles, commerciales et administratives(1-7)	1401	12832	11714	1478
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*				
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives*				
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	531	2808	2378	606
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

**89) \* Les affaires mentionnées aux catégories 3 à 5 (exécution, registre foncier, registre du commerce) sont exclues de ce total et doivent être présentées séparément dans le tableau. Les affaires mentionnées à la catégorie 6 (affaires administratives) sont exclues de ce total pour les pays disposant de tribunaux spécialisés ou d'unités spécialisées au sein des juridictions.**

**\*\* s'il y a lieu**

**Remarque : pour les affaires pénales il peut y avoir une difficulté de classification entre affaires pénales graves et petites infractions. Certains pays peuvent connaître d'autres voies de traitement des petites infractions (par exemple par la procédure administrative). Veuillez indiquer, si possible, les catégories d'affaires reportées dans la catégorie affaires pénales (infractions graves) et les affaires à reporter dans la catégorie "petites infractions".**

#### Explication

There is no official definition of severe and minor criminal offences in icelandic criminal law. (In 1980 and 1990 and before that time it was presumed that severe criminal offences were covered by the general penal code no. 19 from 1940 but it is not absolute to day.)

**90) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)**

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)				
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*				
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives				
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)				
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

--	--	--	--	--

**91) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses);**

**(veuillez compléter le tableau)**

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	112	425	326	120
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*				
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*				
3 Affaires relatives à l'exécution				
4 Affaires relatives au registre foncier**				
5 Affaires relatives au registre du commerce**				
6 Affaires administratives				
7 Autres				
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	36	248	232	53
8 Affaires pénales (infractions graves)				
9 Petites infractions				

**92) Nombre d'affaires de divorces, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance (compléter le tableau)**

	Affaires pendantes au 1er janvier 2006	Affaires nouvelles	Décisions	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Divorces				
Licenciements				
Vols avec violence	6	12	13	6
Homicides volontaires	2	6	6	2

**93) Durée moyenne des procédures (à partir de la date de saisine du tribunal)**

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance	2ème instance	Total de la procédure
Divorces					
Licenciements					
Vols avec violence					
Homicides volontaires					

**94) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce:**

Divorce cases starts at the District Commissioner's Office and go seldom to Courts

**95) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? (veuillez décrire la méthode de calcul)**

N/A

**96) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):**

- diriger ou superviser l'enquête policière
- faire des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge
- autre attribution significative

Veuillez préciser:

**97) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?**

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

**98) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter ce tableau :**

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

	Reçues par le Procureur	Classées sans suite par le Procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le Procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le Procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le Procureur	Portées par le Procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	7701	NA	1916	NA	NA	5723

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

\* Traffic cases ar included. Our information are not categorised according to the table seen in question 98

**Veillez indiquer les sources pour les questions 92 à 94 et question 98**

92-94.The Administrative Council of District Courts.  
no. 98 General Prosecutor

## 5. Carrière des juges et procureurs

### 5. 1. Désignation et formation

#### 5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

#### 99) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

Act on the Judiciary No.15/1998

The Supreme Court of Iceland

Section 4

The Supreme Court of Iceland shall be composed of nine judges, commissioned for an indefinite period of time by the President of Iceland as proposed by the Minister of Justice.

Only a person who fulfils the following conditions may be commissioned to the office of Supreme Court judge:

1. Has attained the age of 35 years.
2. Is an Icelandic national.
3. Has the necessary mental and physical capacity.
4. Is legally competent to manage his or her personal and financial affairs, and has never been deprived of the control of his or her finances.
5. Has not committed any criminal act considered to be infamous in public opinion, or evinced any conduct detrimental to the trust that persons holding judicial office generally must enjoy.
6. Has completed a graduation examination in law, or graduated from a university with an education deemed equivalent thereto.
7. Has for a period not shorter than three years been a district court judge, Supreme Court lawyer, professor of law, commissioner of police, magistrate, Director of Public Prosecutions, Assistant Director of Public Prosecutions, public prosecutor, Director General of a Government Ministry, Chief of Office at the Ministry of Justice, or Ombudsman, or has for such period discharged a similar function providing similar legal experience.
8. Is deemed capable to hold the office in the light of his or her career and knowledge of law.

A person who is, or has been, married to a Supreme Court judge already in office, or a person related to such judge by blood or marriage by ascent or descent, or in the second sideline, may not be commissioned to the office of a Supreme Court judge.

Before a person is commissioned to judicial office, the Minister of Justice shall seek the opinion of the Supreme Court as regards the competency and qualifications of the applicants. An applicant, who according to this opinion does not fulfil the requirements of subparagraphs 5 or 8 of the second paragraph, can not be instituted in office.

The District Courts

Section 12

The judges of the district courts shall be 38 in number, appointed to their offices for an indefinite period of time by the Minister of Justice.

Only a person fulfilling the following qualifications may be appointed to the office of a district court judge:

1. Has attained the age of 30 years.
2. Is an Icelandic national.
3. Has the necessary mental and physical capacity.
4. Is legally competent to manage his or her personal and financial affairs, and has never been deprived of the control of his or her finances.
5. Has not committed any criminal act considered to be infamous in public opinion, or

evinced any conduct detrimental to the trust that persons holding judicial office generally must enjoy.

6. Has completed a graduation examination in law, or graduated from a university with an education deemed equivalent.

7. Has for a period not shorter than three years been a Member of Parliament or has, without interruption, been a lawyer representing litigants in court, or has been, as a main occupation, engaged as a lawyer with national or municipal public authorities. The periods in each of these occupations may be added together.

The Minister of Justice shall appoint an evaluation committee of three members, for a term of three years at a time, to consider the qualifications of applicants for the office of a district court judge. One member shall be nominated by the Supreme Court to serve as chairman. The Icelandic Judges' Association shall nominate another member from among district court judges, and the Icelandic Bar Association shall nominate a third member from among active representatives in litigation. Alternate members shall be nominated and appointed in the same manner. The period of appointment shall be three years, with the proviso that the term of one member shall expire each year. A principal member of the committee shall not be appointed more than twice in succession.

The evaluation committee instituted according to the third paragraph shall provide the Minister of Justice with a written and reasoned opinion on any applicants for the office of a district court judge. The Minister shall issue rules on the functions of the committee in other respects in further detail.

**100) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :**

- une instance composée seulement de juges ?
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges ?

**101) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?**

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges :

**102) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? (Veuillez préciser)**

All judges are at the same level in the District Court. Same in the Supreme Court.

**103) Comment sont recrutés les procureurs ?**

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)

- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

**104) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement en début de carrière, par :**

- une instance composée seulement de procureurs ?
- une instance composée de seulement de non procureurs?
- une instance composée de procureurs et de non procureurs?

**105) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?**

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

**106) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? (veuillez préciser)**

N/A

**107) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?**

- Oui
- Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :



**108) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs ?**

- Oui  
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

The General Prosecutor is given a mandate for an undetermined period, but other prosecutors are given a 5 year renewable mandate.

**109) Si non, qu'elle est la durée du mandat ?**

**Est-il renouvelable ?**

pour les juges

oui, veuillez  
préciser la  
durée

pour les procureurs

oui, veuillez  
préciser la  
durée

5 years, see no108

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

**- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**

**- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

### 5. 1. 2. Formation

**110) Nature de la formation des juges.**

**Est-elle obligatoire?**

- Formation initiale  
 Formation continue générale  
 Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)  
 Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. présidence d'un tribunal)  
 Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

**111) Fréquence de la formation des juges :**

--	--	--	--

Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécialisées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

**112) Nature de la formation des procureurs.  
Est-elle obligatoire?**

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. procureur général et/ou gestionnaires)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

**113) Fréquence de la formation des procureurs :**

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue spécialisée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

No 110. It is not possible to oblige judges to attend seminar.

## 5. 2. Exercice de la profession

### 5. 2. 1. Salaires

**114) Salaires des juges et des procureurs (compléter le tableau)**

	Salaire annuel brut (Euro)	Salaire annuel net (Euro)
Juge professionnel de 1ère instance au début de sa carrière	97240	63418

Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	130000	87105
Procureur au début de sa carrière	N/A	N/A
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	N/A	N/A

**115) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages suivants :**

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Retraite spécifique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Logement de fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre avantage financier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**116) Si autre avantage financier, veuillez précisez :**

Only Supreme Court judges and the General Prosecutors have special pension.

**117) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :**

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**118) Si autre fonction, veuillez préciser**

**119) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :**

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**120) Si autre fonction, veuillez préciser :**

**121) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?**

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

**Veillez indiquer la source pour la question 114**

The Administrative Council of District Courts and Supreme Court

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

**122) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser :**

district courts: Act on the Judiciary No.15/1998  
 chief judge and Committee on Judicial Functions  
 Supreme Court: Act on the Judiciary No.15/1998  
 Committee on Judicial Functions  
 District and Supreme Court: Act on the Judiciary No.15/1998  
 article 27.

Any person who considers that a judge has committed an infringement against his or her rights in the discharge of judicial functions can lodge a written complaint of the matter with the Committee on Judicial Functions. The events in question shall be described in the complaint, and reasons presented for the allegation that the rights of the complainant have been infringed upon. If the Committee, having received a complaint, immediately considers evident that it does not warrant any further action, it shall dismiss the complaint. If not, the Committee shall afford the judge, and the person in charge of the court in question, an opportunity to present their written observations within a specified period of time. The Committee may consider two or more complaints at once, if they relate to the same judge.

If a complaint is considered worthy of consideration, the Committee on Judicial Functions shall bring the matter to a conclusion by a written and reasoned opinion. If the Committee considers that action should be taken on the matter, it may state in what manner the judge in question failed to observe his duties, or admonish the judge as provided for in Section 28.

Prosecutors: the General prosecutor

**123) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ? Veuillez préciser:**

The Government Employees Act, No. 70/1996 -

Relief from a post

Article 26

A government authority that appoints to a post also temporarily relieves a person of a post.

A civil servant shall be temporarily relieved of his post if he has been unpunctual or otherwise negligent, shown disobedience against lawful instructions or prohibitions of his superior, a lack of skill or sloppiness in his work, has not been adequately successful in his work, cf. for instance Article 38, has been drunk at work or his comportment or actions at work or outside are otherwise inappropriate for the post he occupies.

If a civil servant is in charge of finances or accounting he may be temporarily relieved of his post if it is suspected or confirmed that the accounts or finances are in disorder, he has been subjected to bankruptcy proceedings or sought forced debt negotiation. The same applies if a civil servant is suspected of actions which would lead to his loss of rights pursuant to Article 68 of the Penal Code.

A temporary relief from duties shall generally be written, giving specified reasons. If a civil servant is temporarily relieved of his post for reasons specified in Paragraph 2, he must be given a reprimand according to Article 21 and he must be given the opportunity to make amends before he is relieved of his post. This apart, it is not necessary to give him the opportunity to comment upon the reasons for his relief from his post before it takes effect.

A temporary relief from a post shall be explained if a civil servant so wishes. If a government authority other than a minister has taken such a decision, it may be referred to the minister.

#### Article 27

In the case where a civil servant has been temporarily relieved of his post for deliberate infractions of his duties his case shall immediately be investigated by a committee of specialists so as to discover whether he should be permanently relieved of his duties or he should resume his post. A government authority or an employee may always refer a case to investigation in accordance with procedures in criminal cases.

A committee which shall investigate a case of a civil servant in accordance with Paragraph 1 shall consist of three persons with specialised knowledge of public administration. The Minister of Finance appoints the committee, the chairman and his alternate for a term of four years. Other committee members serve on the committee in each case, one nominated by the minister concerned and the other jointly by the unions of government employees. If the unions can not agree on a nomination, the Minister appoints the committee member without nomination. The committee shall deliver a reasoned opinion as to why a civil servant should be temporarily relieved of his duties.

#### 124) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de procédures disciplinaires intentées

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	0	0
1. Faute déontologique	0	0
2. Délit pénal	0	0
3. Insuffisance professionnelle	0	0
4. Autre	0	0

#### 125) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs : nombre de sanctions prononcées

Nombre total (total 1 à 9)	0	0
1. Réprimande	0	0
2. Suspension	0	0
3. Révocation	0	0

4. Amende	0	0
5. Diminution de salaire temporaire	0	0
6. Rétrogradation de poste	0	0
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement	0	0
8. Démission	0	0
9. Autre	0	0

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Q114 – Only explanation for this is currency fluxion. The Icelandic economy system are based on Icelandic kronur. At the year 2004 the salary of first instance professional judge was approx 8.442.000 iskr. and according to exchange rate of € 30.des 2004 it is approx 100 500 €. For the year 2006 the salary of first instance professional judge was approx 9.140.560 iskr and according to exchange rate of € 30.des 2006 it is approx 97 240 €. According to this the salary of first instansce proffessional judge has increased approx 8% according to icelandic currency ( kronur ) but decrease according to €

## 6. Avocats

### 6. 1. Statut de la profession

#### 6. 1. 1. Profession

#### 126) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays

718

#### 127) Ce chiffre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ?

- Oui  
 Non

#### 128) Nombre de conseillers juridiques

240

#### 129) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice ?

- Affaires civiles\*  
 Affaires pénales - Défendeur\*  
 Affaires pénales - Victime\*  
 Affaires administratives\*

\*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

If a party in litigation does not represent himself on his own in court, or is represented by a person who by law has right to represent him, his representation shall only be entrusted to a lawyer. This applies in criminal cases, subject to the limitations that may follow from legal provisions permitting other persons than lawyers to appear in court as defence counsels, agents or spokesmen for suspects or (victims). Further a party in litigation may entrust any person practising as a lawyer in any other member state of the European Economic Area, who has the right to represent litigants in court, with his representation in a corresponding Icelandic court, provided that person is, during court sessions, assisted by a lawyer practising in Iceland.

All licensed lawyers (member of the Icelandic Bar Association) can appear before the district courts, e.g. court of first instance, but only those who have licence to practice before the appeal court (approx. 240 lawyers) can represent their client before Supreme Court.

#### 130) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national ?  
 un barreau régional ?  
 un barreau local ?

Veuillez préciser :

The Icelandic Bar Association

**Veillez indiquer la source pour la question 126**

The Icelandic Bar Association

6. 1. 2. Formation

**131) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?**

- Oui  
 Non

**132) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?**

- oui  
 Non

**133) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

6. 1. 3. Honoraires

**134) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?**



- Oui
- Non

**135) Les honoraires des avocats sont-ils :**

- réglementés par la loi ?
- réglementés par le Barreau ?
- librement négociés ?

## 6. 2. Evaluation

### 6. 2. 1. Plaintes et sanctions

**136) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?**

- Oui
- Non

**137) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:**

- le Barreau ?
- le législateur ?
- autre ?

Veillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

**138) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :**

- la prestation de l'avocat ?
- le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

To the disciplinary board.

**139) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires :**

- le juge ?
- le ministère de la Justice ?
- une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

The judge - No, except in serious criminal cases.

According to article of the law on lawyers, no. 77/1998, an independent Resolution Committee shall be active under the auspices of the Icelandic Bar Association, to resolve the cases referred to it in accordance with the provisions of the Act. The Resolution Committee shall have jurisdiction over lawyers practising in Iceland in accordance with the provisions of Article 1, the second paragraph. The Committee shall be composed of three members, with three alternates. Each member shall have a seat on the Committee for three years at a time, subject however to one seat becoming vacant each year. One member shall be appointed by the Icelandic Bar Association in accordance with provisions in further detail laid down in its statutes, one shall be appointed by the Minister of Justice, and one shall be appointed by Supreme Court of Iceland from among lawyers engaged in independent practice, and shall fulfil the requirements set for the office of a Supreme Court Judge. The Committee shall elect a chairman for itself for a term of one year at time. The Icelandic Bar Association shall bear the costs the functions committed to the Association and to the Resolution Committee by law. The Association may charge an annual due from its members in order to meet this cost.

**140) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats:****Procédures disciplinaires initiées**

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel	21	0	1	9

**141) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats :****Types de sanctions prononcées**

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel	5	0	0	0	7

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

## 7. Modes alternatifs de règlement des litiges

### 7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

#### 7. 1. 1. Médiation

**142) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation judiciaire :**

	Possibilité de médiation privée ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires familiales (ex: divorces)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires administratives	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Licenciements	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires pénales	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

**143) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

**144) Pouvez-vous donner des informations sur les médiateurs accrédités ?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de médiateurs :

**145) Pouvez-vous donner des informations sur le nombre total de procédures de médiation concernant :**

- les affaires civiles ?  oui, nombre :
- les affaires familiales ?  oui, nombre :
- les affaires administratives ?  oui, nombre :

les affaires de licenciements ?

oui,  
nombre :

les affaires pénales ?

oui,  
nombre :

**Veillez indiquer la source pour la question 145**

### 7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

**146) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives de règlement des litiges (par ex. arbitrage) ? Veuillez spécifier :**

Magistrates can serve as mediators according to article 107 of the Code of Civil Procedure. A judge can, upon request of all parties, refer a case to the magistrate if he believes it will lead to a successful conclusion. The parties themselves can also in some instances bring a case before a magistrate without the instrumentality of a judge.

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système de modes alternatifs de règlements des litiges et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

## 8. Exécution des décisions de justice

### 8. 1. Exécution des décisions civiles

#### 8. 1. 1. Fonctionnement

#### 147) Nombre d'agents d'exécution

24

#### 148) Les agents d'exécution sont-ils :

- des juges ?
- des huissiers de justice exerçant en profession libérale ?
- des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
- d'autres agents d'exécutions ?

Veillez préciser leur statut :

They are all lawyers

#### 149) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

#### 150) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
- une instance régionale ?
- une instance locale ?

#### 151) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- Oui
- Non

**152) Les frais d'exécution sont-ils :**

- réglementés par la loi ?  
 librement négociés ?

**Veillez indiquer la source pour la question 147**

Ministry of Justice

**8. 1. 2. Supervision****153) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- Oui  
 Non

**154) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :**

- une instance professionnelle ?  
 le juge ?  
 le ministère de la Justice ?  
 le procureur ?  
 autre ?

Veillez préciser :

**155) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?**

- Oui  
 Non

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

Ministry of Justice

**156) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?**

- Oui  
 Non

Si oui, veuillez préciser :

**Veuillez indiquer les sources pour les questions 155 et 156**

Ministry of justice

### 8. 1. 3. Plaintes et sanctions

**157) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? (Veuillez n'en indiquer que 3 au maximum)**

- absence de toute exécution ?  
 non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques?  
 manque d'information ?  
 durée excessive ?  
 pratiques illégales ?  
 supervision insuffisante ?  
 coût excessif ?  
 autre ?

Veuillez préciser:

**158) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?**

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

**159) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :**

pour les affaires civiles ?

pour les affaires administratives ?

**160) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :**

entre 1 et 5 jours ?

entre 6 et 10 jours ?

entre 11 et 30 jours ?

plus ?

Veillez préciser :

**161) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution:**

Faute déontologique

oui,  
nombre :

Insuffisance professionnelle

oui,  
nombre :

Délit pénal

oui,  
nombre :

Autre

oui,  
nombre :



**162) Sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :**

- |            |   |
|------------|---|
| Réprimande | <input type="checkbox"/> oui,<br>nombre : |
| Suspension | <input type="checkbox"/> oui,<br>nombre : |
| Révocation | <input type="checkbox"/> oui,<br>nombre : |
| Amende     | <input type="checkbox"/> oui,<br>nombre : |
| Autre      | <input type="checkbox"/> oui,<br>nombre : |

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

The magistrates represent the administrative branch of government locally. They, and their jurisdictions, ar 25 in number. They do not wield any judicial powers. Among their duties ar direction of police (only 14 of 25), crime investigation (only 14 of 25), puplic prosecution (only 14 of 25), direction of custom (only 8 of 25), collection of state revenues, civil marriages, seperation and divorces, decisions on rights of access and support payments under family law, legal competency, real estate records, various involvement sotj estates at death, enforcement of judgements, forced sales etc. Disputes concerning the function of magistrates can be referred to the courts in many cases, in particular those concerning the enforcement proceedings and settlement of estates at death, but if not, administrative appeal can take place to the Ministry of Justice.

**Veillez indiquer les sources pour les questions 157 et 160**

No.157 - Ministry of Justice

No.160 - Ministry of Justice

**8. 2. Exécution des décisions pénales****8. 2. 1. Fonctionnement****163) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?**

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).  
Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur).

The Prison and Probation Administration is responsible for this specific task

**164) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?**

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

**- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**

**- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

## 9. Notaires

### 9. 1. Statut

#### 9. 1. 1. Fonctionnement

**165) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non, allez à la question 170.**

- Oui  
 Non

**166) Les notaires ont-ils un statut :**

privé (sans contrôle par une autorité publique)?

oui,  
nombre :

de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics?

oui,  
nombre :

public ?

oui,                   24  
nombre :

autre ?

oui,  
nombre et  
précisez :

**167) Le notaire exerce-t-il une fonction :**

- dans le cadre de la procédure civile ?  
 dans le domaine du conseil juridique ?  
 pour authentifier les actes/certificats ?  
 autre ?

Veillez préciser :

Notarius Act no 86/1989

**Veillez indiquer la source pour la question 166**

24 of the magistrates do have notaries duties. Ministry of Justice

#### 9. 1. 2. Supervision

**168) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?**

Oui

Non

**169) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires :**

une instance professionnelle ?

le juge ?

le ministère de la Justice ?

le procureur ?

autre ?

Veillez préciser :

**Vous pouvez indiquer ci-dessous :**

**- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**

**- les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**

## 10. Fonctionnement de la justice

### 10. 1. Réformes envisagées

#### 10. 1. 1. Réformes

**170) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? (par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. ...) Si oui, veuillez préciser.**

A parliamentary of a new Code wich is supposed to replace the Icelandic Code of Criminal Procedure (no.19/1991) is soon to be discussed at the Icelandic Parliament. If the Icelandic Parliament will accept this new code unchanged, it will have positive affect on the prosecution system.